

Châlons-en-Champagne, le **21 FEV. 2024**

**N°06 - 2024 - PE**

**Arrêté préfectoral assujettissant l'étang Renaudin à l'ensemble de la réglementation pêche et gestion des ressources piscicoles  
Commune de Fagnières**

Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.431-5, R. 431-3 et R. 431-4 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DS 2023-001 du 2 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Sylvestre DELCAMBRE, Directeur Départemental des Territoires de la Marne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°73-2019-PE du 05 décembre 2019 relatif à l'exercice de la pêche en eaux douces et de la pêche de nuit de la carpe dans le département de la Marne ;

**Vu** la demande de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique « La Raquette Châlonnaise » de Châlons en Champagne en date du 04 octobre 2023 ;

**Vu** l'avis de la Fédération de la Marne pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique en date du 17 novembre 2023 ;

**Vu** l'avis de l'Office français de la biodiversité en date du 28 novembre 2023 ;

**Vu** la participation du public effectuée du 23 janvier 2024 au 13 février 2024 ;

**Vu** l'absence de remarque du public ;

**Considérant** que l'article L.431-5 du code de l'environnement laisse la possibilité, aux propriétaires des plans d'eau dans lesquels le poisson ne peut passer naturellement, de demander l'application de la réglementation pêche et la gestion des ressources piscicoles ;

**Considérant** que ce plan d'eau est uniquement en relation avec la nappe et que le poisson ne peut pas passer naturellement dans le cours d'eau ;

**Considérant** que la population piscicole du plan d'eau est constituée principalement de cyprinidés, d'ésocidés et de percidés ;

**Considérant** que la présence de ces espèces le classe en 2<sup>ème</sup> catégorie piscicole ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## ARRÊTE

**Article 1 :** L'étang Renaudin, sis sur le territoire de la commune de Fagnières, pour lequel l'AAPPMA est à la fois propriétaire et détentrice du droit de pêche, est classé en eau close – deuxième catégorie piscicole – soumis à la réglementation pêche et gestion des ressources piscicoles, pour une période de dix années consécutives à compter de la signature du présent arrêté.

**Article 2 :** Cet étang est ainsi soumis aux dispositions du titre III du livre IV des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement.

**Article 3 :** Six mois avant l'expiration de la durée des dix années mentionnée à l'article 1, le renouvellement de l'application des dispositions du présent arrêté peut être demandé par le propriétaire ou par le détenteur du droit de pêche, pour une durée qui ne peut être inférieure à cinq années.

**Article 4 :** En cas de cession du plan d'eau à titre onéreux ou gratuit, l'ancien propriétaire ou ses ayants-droits devront en informer le préfet dans un délai d'un mois à compter de la date de la cession.

**Article 5 :** Les fonctionnaires habilités, cités à l'article L.437-1 du code de l'environnement, auront en permanence libre accès au plan d'eau pour le contrôle des dispositions du présent arrêté.

**Article 6 :** Le Maire de la commune de Fagnières procédera à l'affichage du présent arrêté au lieu habituel de publication de sa commune pour une durée d'un mois à réception de cet arrêté.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Marne, le directeur départemental des territoires, le Président de l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, le Maire de la commune de Fagnières et toutes les autorités habilitées à constater les infractions à la Police de la Pêche sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et au chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires

Sylvestre DELCAMBRE

### Voies et délais de recours

*Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif de Châlons en Champagne (25 rue du Lycée 51000 Châlons en Champagne ou via l'application télérécur : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).*

*1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;*

*2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :*

*a) L'affichage en mairie prévu ci-dessus ;*

*b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue ci-dessus ;*

*Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.*

*Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux (auprès de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne) ou hiérarchique (auprès de Monsieur le Préfet de la Marne) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.*